

**Arrêté temporaire de circulation**  
**Circulation interdite**

**RUE MICHEL RABOUAN (BEAUPREAU)**

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges,  
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,  
VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,  
VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire,  
VU le code de la route et notamment les articles R110-1, R110-2, R 110-3, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 415-6,,  
VU la demande par laquelle EIFFAGE demeurant rue Joseph Gaillard 85600 MONTAIGU représentée par Monsieur Bruno GAUDIN - demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public

**CONSIDÉRANT** que des travaux nécessitant le stationnement d'une grue mobile de levage rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 07/01/2026 RUE MICHEL RABOUAN (BEAUPREAU),

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1**

Le 07/01/2026, la circulation des véhicules est interdite RUE MICHEL RABOUAN, de la RUE SAINT-MARTIN jusqu'à la RUE ETIENNE MONTREUIL.

**ARTICLE 2**

Le 07/01/2026, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RUE ETIENNE MONTREUIL
- RUE SAINT-MARTIN
- RUE DU MOULIN FOULON
- RUE DE L'AUMONERIE

**ARTICLE 3 - SIGNALISATION**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, EIFFAGE.

**ARTICLE 4 - CHARGES D'EXECUTION**

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Beaupréau-en-Mauges, le 06 janvier 2026  
Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges



Franck AUBIN

**DIFFUSION:**

- EIFFAGE
- BRANGEON
- HDV
- Pompier de La Poitevineière
- Mairie Beaupréau

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.  
Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.